

COMMUNE D'USSY SUR MARNE

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
ARRONDISSEMENT DE MEAUX
CANTON DE LA FERTE-SOUS-JOUARRE

L'an deux mille dix-sept le vendredi premier décembre à vingt heures quinze, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Pierre HORDÉ, Maire.

Nombre de membres
en exercice : **15**

Date de convocation : 20 Novembre 2017
Date d'affichage : 20 Novembre 2017

Présents : 13
Pouvoirs : 2

Présents : Mesdames DELVA Laurence, FERREIRA Dominique, GOSSET Florence, LEHMANN Annie, LUCAS Sylvie, PETROVIC Dragana et, Messieurs Jérémy BECKERICH, BOUDOT Dominique, DE ARAUJO Manuel, HORDÉ Pierre, LAGRANGE Hervé, OUDARD Bernard, TISSOT Francis.

Absent excusé représenté : Monsieur Luc ARNAUD donne pouvoir à Monsieur Manuel DE ARAUJO
Madame FICHOU Valérie donne pouvoir à Monsieur Dominique BOUDOT.

Absents excusés : Néant
Absent non excusé : Néant

Secrétaire de Séance : Monsieur LAGRANGE Hervé

ORDRE DU JOUR :

- 1/ Unité de méthanisation – Avis du conseil municipal,
- 2/ Attribution d'indemnité de conseil allouée au Comptable du Trésor chargé des fonctions de receveur pour l'année 2017.
- 3/ Autorisation engagement et mandatement des dépenses d'investissement avant le budget 2018,
- 4/ Convention d'adhésion au service de paiements des factures par carte bancaire sur internet TIPI REGIE avec la direction générale des finances publiques,
- 5/ Tarif Hivernage des caravanes du camping 2017/2018 et 2018/2019,
- 6/ Délibération fixant le tableau des emplois,
- 7/ Attribution de chèques cadeaux aux agents titulaires,
- 8/ Engagement zéro Phytosanitaire dans le cadre de l'inscription au trophée «Zérophyt'eau»,
- 9/ Convention de partenariat avec le CCAS de Sammeron pour l'accueil de loisirs,
- 10/ Autorisation à la communauté d'agglomération de poursuivre la procédure de révision du PLU engagée par la ville d'Ussy-sur-Marne.
- 11/ Questions et informations diverses,

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL PRÉCÉDENT

Le compte rendu du conseil du 22 septembre 2017 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

AJOUT D'UN POINT A L'ORDRE DU JOUR :

Le Maire ouvre la séance et propose au Conseil municipal d'adjoindre le point suivant à l'ordre du jour :

- Transfert de compétence de la procédure PLU Autorisation à la communauté d'agglomération de poursuivre la procédure de révision du PLU engagée par la commune d'Ussy-sur-Marne.

Ce point portera le n° 10 de l'ordre du jour.

Monsieur le Maire demande au Conseil de décaler la numérotation en débutant le conseil par le point n° 9.

1/ Unité de méthanisation – Avis du conseil municipal,

Vu la demande d'autorisation du 3 février 2017, concernant l'extension/modification de capacité de l'installation de méthanisation et acceptation de nouveaux types de déchets,

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 23 août 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n°17/DCSE/IC/047 du 26 septembre 2017,

Vu l'article R123-21 du code de l'environnement prévoyant l'avis du conseil municipal,

Considérant les problématiques actuelles de l'installation de méthanisation après 3 années d'exploitation à savoir :

- Les nuisances olfactives récurrentes insuffisamment maîtrisées faisant l'objet de nombreuses remarques directes à l'exploitant et qui à ce jour sont non résolues.
- Une exposition à un risque de malveillance liée à un accès au site peu sécurisé pouvant engendrer de graves conséquences sur la population au vu des risques incendie / explosion.
- Un abord paysager non encore réalisé qui constitue une pollution visuelle.

Considérant l'enquête publique sur le projet d'extension avec un taux de participation important qui a soulevé beaucoup d'inquiétudes et d'interrogations sur la sécurité et le confort de vie des habitants d'Ussy sur Marne notamment liées :

- A l'intégration de nouveaux intrants, potentiellement générateurs de nuisances olfactives supplémentaires dans le process actuel et pour laquelle des questions sanitaires se posent sur la traçabilité de ces déchets.
- A la construction de lagune proche des habitations et de cuves de stockage de déchets pompables qui peuvent générer de nouvelles nuisances (pollution du sol, olfactives, paysagère).
- A l'augmentation du Trafic routier lié à l'apport de nouveaux entrants non agricole sur le site de méthanisation (Déchets organiques non dangereux).

Considérant l'avis de différentes associations,

Considérant les observations recueillies lors de l'enquête publique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à bulletin secret avec

4 pours, 11 contres,

décide d'émettre un avis défavorable.

2/ Attribution d'indemnité de conseil allouée au Comptable du Trésor chargé des fonctions de receveur pour l'année 2017.

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide

- **de demander** le concours du Receveur Municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistante en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,
- **d'accorder** l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité et sera attribuée à **Madame Laurence ROBART**, Receveur Municipal.

3/ Autorisation engagement et mandatement des dépenses d'investissement avant le budget 2018.

Monsieur le Maire expose que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales dispose que : « *dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er Janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il est proposé au Conseil de permettre à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% avant l'adoption du Budget principal qui devra intervenir avant le 15 Avril 2018.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide

- **d'autoriser** jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2018 le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Chapitre	Article	Budget 2017	25% sur 2018
20	20	20 000,00 €	5 000,00 €
20	2031	60 708,00 €	15 177,00 €
21	2128	101 000,00 €	25 250,00 €
21	2135	76 143,74 €	19 035,94 €
21	2151	40 800,00€	10 200,00 €
21	21538	3 321,00 €	830,25 €
21	21568	2 959,82 €	739,96 €
21	2158	11 131,80€	2 782,95 €
21	2183	10 000,00 €	2 500,00 €
23	2316	30 000,00 €	7 500,00 €

4/ Convention d'adhésion au service de paiements des factures par carte bancaire sur internet TIPI REGIE avec la direction générale des finances publiques,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu la convention régissant les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du service entre la collectivité adhérente à TIPI REGIE et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP),

Considérant que la commune d'Ussy-sur-Marne est désireuse de participer activement au programme de modernisation de l'administration et ainsi contribuer au développement de l'administration électronique,

Considérant qu'il est désormais possible de bénéficier d'un outil de paiement en ligne mis en place par le Ministère des Finances pour le recouvrement des factures des régies de recettes,

Considérant que ce dispositif permet aux usagers de régler leurs factures directement en ligne 24h/24 7j/7 sans contrainte de temps, de déplacement ni d'envoi postal,

Considérant que ce dispositif renforce l'efficacité du recouvrement par le comptable public des recettes qui sont éligibles, améliorant ainsi la gestion de la trésorerie de la commune,

Considérant que la DGFIP prend en charge tous les frais de fonctionnements liés au gestionnaire de paiement et que la commune aura à sa charge uniquement les coûts du commissionnement carte bancaire en vigueur pour le secteur public local (soit à la date de la présente délibération : 0,25 % du montant + 0,05 € par opération),

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide

- **d'approuver** la signature de la convention régissant les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du service entre la collectivité adhérente à TIPI REGIE et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), pour chaque régie éligible à ce dispositif ;

- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer chacune de ces conventions et tous les documents s'y rapportant.

5/ Tarif Hivernage des caravanes du camping 2017/2018 et 2018/2019,

Monsieur le Maire propose d'adopter les tarifs d'hivernage des caravanes du camping pour :

- **2017/2018** : 20.00€ par Mois
- **2018/2019** : 22.00€ par Mois

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide

- **d'approuver** les tarifs d'hivernage pour 2017/2018 et 2018/2019

6/ Délibération fixant le tableau des emplois,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal compte tenu des nécessités des services, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année.

Cette modification, préalable aux nominations, entraîne la suppression des emplois d'origine, et la création de deux emplois correspondants aux grades d'avancement.

Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire,

Le Maire propose à l'assemblée d'actualiser le tableau des emplois de la Commune,

- la *suppression* de 2 emplois d'Adjoint Administratif territorial, à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires.
- la création de 2 emploi d'Adjoint Administratif 2ème Classe principal, à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide

- **d'adopter** les suppressions et créations d'emplois ainsi proposées.
- **d'adopter** le tableau des emplois figurant en annexe en date du 1^{er} décembre 2017.
- **précise** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

TABLEAU DE GESTION ET DE SUIVI DES EMPLOIS AU 1ER DECEMBRE 2017

Emplois permanents	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
Administratif			
Adjoint administratif ppl 2° classe	C	3	3
Adjoint administratif territorial	C	0	0
Techniques			
Adjoint technique ppl 2° classe	C	1	1
Adjoint technique	C	5	5

7/ Attribution de chèques cadeaux aux agents titulaires,

Vu l'article 88-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Monsieur le Maire expose qu'il souhaite offrir à chaque agent de la Commune un chèque cadeau pour Noël.

Le Maire propose un chèque cadeau d'un montant de 60€ par agent pour l'année 2017.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide

- **d'approuver** la proposition de Monsieur le Maire concernant le versement au titre de l'année 2017 d'un chèque cadeau de 60€ pour les agents titulaires et stagiaires.
- **d'indiquer** que ce montant sera prélevé sur le compte « fête et cérémonie ».

8/ Engagement zéro Phytosanitaire dans le cadre de l'inscription au trophée « Zérophyt'eau »,

Le Maire précise que le Département s'est engagé depuis 2007, en complément de l'action de l'Association AQU'IBrie sur le territoire de la nappe du Champigny, dans une politique d'accompagnement des collectivités vers une réduction visant à terme la suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires sur les espaces publics.

Le Département et ses partenaires, dans le cadre du Plan Départemental de l'Eau 2012-2016, ont souhaité valoriser les efforts consentis par les collectivités les plus vertueuses dans ce domaine par la création d'un Trophée « ZÉRO PHYT'Eau ».

Les services techniques ainsi que les prestataires qui interviennent pour l'entretien des espaces publics de la commune, cimetières et terrains de sports inclus, ont arrêté l'utilisation de produit phytosanitaire depuis l'année 2015.

Le Conseil Municipal doit délibérer sur la présentation au Trophée « ZÉRO PHYT'Eau » et s'engage à :

- Maintenir l'entretien de ses espaces publics sans produit phytosanitaire, que ce soit en régie ou en prestation selon les critères du Règlement du Trophée « ZÉRO PHYT'Eau ».
- Fournir chaque année les données concernant les pratiques alternatives d'entretien au Département.
- Accueillir les membres du jury pour le bon déroulement de la visite des espaces publics.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide

- **de prendre acte** de cet exposé
- **de maintenir** le zéro phytosanitaire pour l'entretien de ses espaces publics
- **de s'engager** à fournir annuellement au département les données sur ces pratiques

9/ Convention de partenariat avec le CCAS de Sammeron pour l'accueil de loisirs,

Monsieur le Maire explique au Conseil municipal la décision de l'arrêt de l'accueil de loisirs du mercredi.

Lors du conseil municipal du 30 juin 2017 il avait été établi la mise en place d'un accueil de loisirs le mercredi sous conditions d'un nombre minimum d'enfants (20) ; à défaut il était prévu que l'accueil s'arrête fin décembre, le nombre d'inscrit étant de 13.

Néanmoins afin d'aider les parents sans mode de garde ce jour-là, il est proposé de faire un partenariat avec la commune de Sammeron.

La commune propose de fixer une aide de 6 euros par demi-journée pour les enfants Ussois inscrits au Centre de Loisirs de Sammeron uniquement les mercredis.

Les enfants seront acceptés pendant les vacances scolaires mais sans aide de la Commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide

- **accorder** une aide de 6 euros par demi-journée pour les mercredi,
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention et tous documents relatifs à cette affaire.

10/ Transfert de la compétence PLU- Autorisation à la communauté d'agglomération de poursuivre la procédure de révision du PLU engagée par la commune d'USSY-SUR-MARNE.

Monsieur Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté préfectoral 2017/DRCL/BCCCL/n°91 du 14 novembre 2017 portant création de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays Fertois,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération au 1^{er} janvier 2018 et notamment l'exercice de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme et carte communale »

Vu l'Article L 153-9 du code de l'Urbanisme qui précise que lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis pour que la procédure soit poursuivie par l'EPCI. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence.

Vu la délibération n°3 en date du 19 décembre 2014 prescrivant la révision du Plan local d'Urbanisme,

Vu la délibération n°7 en date du 13 Janvier 2017 actant la tenue du débat sur les orientations générales du PADD d'Ussy-sur-Marne au sein du conseil municipal conformément à l'article L.153-12 du code de l'Urbanisme,

Considérant la volonté de la commune d'Ussy-sur-Marne de poursuivre la procédure,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à 6 Pours, 6 Contres et 3 abstentions.

(Suivant L'article L2121-20 du CGCT, lorsqu'il y a partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante, Monsieur Le Président a voté Pour).

- **donner** l'accord du conseil municipal pour autoriser la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie à poursuivre la procédure administrativement en cours jusqu'à son terme,
- **d'autoriser** le Maire ou son 1^{er} adjoint à signer tout document nécessaire à l'exercice de cette compétence par la Communauté d'Agglomération

La séance est levée à 22h10.

Fait et délibéré les jours, mois et an sus dit, ont signé au registre les membres présents.

Publié dans la Commune le 18 Décembre 2017

Acte rendu exécutoire après réception en sous-préfecture de Meaux

Le 12 décembre 2017

Le Maire,

Pierre HORDÉ

NOM	SIGNATURE	BON POUR POUVOIR
M. HORDE Pierre		
M. LAGRANGE Hervé		
M. TISSOT Francis		
M. DE ARAUJO Manuel		
Mme LUCAS Sylvie		
M. BOUDOT Dominique		
Mme LEHMANN Annie		
M. BECKERICH Jérémy		
M. ARNAUD Luc		
Mme FICHOU Valérie		
Mme DELVA Laurence		
M. OUDARD Bernard		
Mme GOSSET Florence		
Mme FERREIRA-CAMPOS Dominique		
Mme PETROVIC Dragana		